

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Bundeshaus West
3003 Berne
M21-24@eda.admin.ch.

Zurich/Genève, 23 août 2019

Procédure de consultation: message sur la Coopération internationale (CI) 2021-2024

**Prise de position du Cercle de travail International Development
Cooperation de SwissFoundations**

Monsieur le Conseiller fédéral Cassis,
Monsieur le Conseiller fédéral Parmelin,
Mesdames et messieurs,

Les fondations donatrices d'utilité publique jouent un rôle de catalyseurs du changement de plus en plus important dans notre pays. Ceci est vrai également dans le domaine de la coopération internationale au développement. Près d'un quart des membres de SwissFoundations, l'association faitière des fondations donatrices suisses, sont actuellement actifs dans ce domaine. L'an dernier, ils ont investi environ 200 millions de francs dans divers projets et initiatives à travers le monde. Leur travail montre l'importance que revêt la philanthropie, stimulant et facilitant l'innovation et la transformation sociétale. Situées au croisement entre les acteurs publics et privés, les fondations peuvent être un moteur de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la collaboration multisectorielle.

C'est pourquoi nous vous remercions de la possibilité qui nous est offerte de prendre position sur le nouveau message relatif à la coopération internationale au développement 2021-2024.

Les fondations réunies au sein du Cercle de travail International Development and Cooperation (IDC) de SwissFoundations y sont globalement favorables. La présente prise de position se concentre sur les domaines et les objectifs que le groupe de travail juge particulièrement importants.

1 Remarque générale

Le nouveau message établit pour la première fois des liens stratégiques entre les objectifs et l'orientation de la coopération internationale au développement (CI) d'une part et la politique migratoire ainsi que les intérêts économiques de la Suisse d'autre part. Le Cercle de travail reste

mitigé face à cette mise en relation. Car si elle offre de nouvelles possibilités en matière de coordination et de développement durable, elle contredit la tradition suisse d'engagement en faveur des idées et des personnes qui ont le plus besoin de notre aide, que cela réponde ou non aux intérêts nationaux.

2 Les Objectifs de développement durable pour cadre de référence

Dans cette perspective, le Cercle de travail trouverait plus opportun que la nouvelle stratégie de coopération internationale au développement soit davantage orientée sur l'Agenda 2030 et sur les Objectifs de développement durable (ODD) qu'il énonce, que ne le prévoit le projet actuel. Les objectifs adoptés en 2015 incarnent un profond changement de paradigme dans la coopération au développement. Le message devrait notamment, dès l'introduction, présenter l'Agenda 2030 comme point stratégique fixe et insister sur son extrême importance pour la politique de développement. L'objectif de réduction de la pauvreté et de création de conditions de vie plus justes à l'échelle mondiale («ne laisser personne de côté») serait ainsi clairement un motif d'action prioritaire pour la coopération au développement de la Suisse.

3 Changement de paradigme de la nouvelle stratégie

La nouvelle stratégie pour la coopération internationale au développement 2021-2024 définit deux nouvelles orientations fondamentales: d'une part, la concentration géographique plus forte de la coopération internationale suisse sur quatre régions et 34 pays prioritaires; d'autre part, un accent thématique clair avec les objectifs suivants:

1. contribuer à une croissance économique durable par l'ouverture des marchés, ainsi qu' à la création d'emplois;
2. lutter contre le changement climatique et ses effets, et gérer durablement les ressources naturelles;
3. sauver des vies, fournir des services de base de qualité et diminuer les causes de la migration forcée et irrégulière;
4. promouvoir la paix, l'état de droit et l'égalité des sexes.

Le Cercle de travail IDC soutient fortement ces deux nouvelles orientations. La concentration de la coopération internationale au développement suisse, sollicitée depuis longtemps de maintes parts, peut en effet contribuer à éviter une fragmentation des interventions et faciliter la coordination avec les partenaires (locaux et internationaux) ainsi que l'échelonnement des projets.

Si nous soutenons la concentration géographique telle qu'elle est proposée, le Cercle de travail propose d'apporter les compléments et ajustements suivants aux objectifs thématiques susmentionnés:

Objectif 1: nous considérons que le concept de «croissance économique durable» est trop imprécis. L'accent devrait impérativement être mis sur la promotion d'un développement économique social et respectueux de l'environnement.

Objectif 3: le Cercle de travail considère qu'empêcher ou réduire la migration liée à la pauvreté est un objectif primordial pour l'ensemble de la stratégie. Les quatre priorités thématiques devraient viser cet objectif et la réduction des causes de la migration devrait être intégrée comme élément stratégique transversal. Les notions de «migration forcée» et «migration irrégulière» nécessitent, par ailleurs, une explication. Le Cercle de travail invite, en outre, à compléter l'objectif n°3 par les champs d'action de la formation et de la prévoyance santé, qui seraient ainsi hissés au rang d'objectif stratégique suprême.

Justification:

Avec le premier accord sur la politique extérieure en matière de santé (PES), la Suisse s'est positionnée depuis 2006 comme un acteur majeur dans le domaine de la santé mondiale. Cet engagement a suscité une forte adhésion tant au niveau national qu'international. Il a en effet réussi à créer un nouveau champ d'action de politique extérieure, à renforcer la place économique suisse et à poursuivre la tradition humanitaire du pays. Le programme mondial pour la santé de la Direction du développement et de la collaboration (DDC) va également dans ce sens. Dès lors, une place plus importante devrait aussi être accordée au thème de la santé dans la CI 2021-2024. En effet, pour maintenir la cohérence politique élaborée avec succès entre les différents secteurs, il est important que la présente proposition s'intègre et s'harmonise tant avec le programme de santé mondiale de la DDC qu'avec la nouvelle PES, qui ne sera adoptée qu'en mai 2019. Si tel n'est pas le cas, la Suisse risque de perdre sa position d'acteur influent dans l'architecture mondiale de la santé et d'abandonner la politique pourtant réussie des dernières années, qui lui a valu une grande renommée.

Eu égard à la complexité des évolutions sociétales, la formation devient de plus en plus un facteur de réussite. Elle est en effet déterminante pour un développement durable reposant sur la cohésion sociale et la paix. Assurer à toutes les personnes, quel que soit leur âge, une éducation équitable, inclusive et de qualité est l'objet du quatrième objectif de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030. Une bonne formation favorise l'épanouissement personnel de toute personne ainsi que le développement économique et social de la communauté. La formation contribue à la réduction de la pauvreté et des inégalités, et stimule la croissance économique. Le renforcement de l'offre de formation dans les pays partenaires de la DDC devrait dès lors également être une priorité de la collaboration internationale de la Suisse ces prochaines années.

Objectif 4: selon le Cercle de travail, il ne suffit pas de mentionner simplement l'égalité des sexes. Il faut lutter contre toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

4 Possibilités importantes dans le domaine «Public-Private Partnerships» et «Innovative Financing»

Comme exposé dans le message, les fondations donatrices qui participent au Cercle de travail IDC estiment qu'il existe des possibilités importantes dans le domaine de la collaboration pluripartite, des partenariats public-privé et du financement novateur. La Suisse est un site mondial d'importance pour les institutions philanthropiques et le siège de nombreuses fondations. Elle compte par exemple six fois plus de fondations d'utilité publique par habitant que les Etats-Unis ou l'Allemagne et est ainsi prédestinée à prouver la valeur ajoutée des partenariats public-privé, comme le prévoit l'ODD 17.

En outre, notre pays possède non seulement une longue expérience dans la gestion de processus multipartites aux niveaux les plus divers du système politique, mais il peut dès aujourd'hui renvoyer à des exemples réussis de partenariats public-privé par la coopération au développement, qui pourraient servir à l'avenir de modèle pour cette forme de gouvernance.

Ainsi, la Fondation Botnar (www.fondationbotnar.org) et la DDC soutiennent ensemble un projet conçu par Impact Hub Basel, qui promeut les start-ups et les entrepreneurs qui développent des solutions systémiques et des innovations technologiques évolutives, afin de renforcer les écosystèmes de santé dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Cette initiative encourage l'innovation locale et le savoir-faire, et crée des emplois. Dans le cadre du programme TRECC qu'elle a lancé en Côte d'Ivoire, la Jacobs Foundation (www.jacobsfoundation.org) travaille en étroite collaboration avec les acteurs mondiaux de l'industrie du cacao et du chocolat, ainsi qu'avec le ministère de la formation, afin d'identifier, tester et développer ensemble des approches novatrices permettant d'améliorer la formation scolaire dans les régions rurales où est cultivé le cacao. La Fondation Syngenta pour une agriculture durable (www.syngentafoundation.org) encourage de nombreuses coopérations public-privé. Des initiatives menées en collaboration avec la Swiss Capacity Building Facility servent notamment à l'assurance des petits agriculteurs ou à l'agrofinancement novateur. Les programmes de la SFSA *Agri-Entrepreneurs* et *Farmers' Hubs* permettent de contenir l'exode rural des jeunes, tout en améliorant la résilience au changement climatique. Ici, les informations et les services destinés aux agriculteurs s'accompagnent de la création de petites entreprises agricoles.

Nombre des projets qui, aujourd'hui déjà, se déroulent dans le cadre de coopérations public-privé à l'intérieur de la coopération suisse au développement se caractérisent par l'accent mis sur l'innovation, l'entreprenariat et la collaboration multisectorielle. Cette tendance correspond aux Objectifs du développement durable et devrait être davantage encouragée à l'avenir.

Par ailleurs, le Cercle de travail IDC souhaiterait qu'un chapitre distinct soit consacré au rôle spécifique que jouent les fondations donatrices d'utilité publique suisses dans le domaine du partenariat et que ce rôle ne fasse pas simplement partie du concept général de «donateur».

Les coopérations public-privé peuvent, en outre, contribuer notablement au développement et à la mise en œuvre des modèles de financement innovants que prévoit l'Agenda 2030. Elles

pourraient ainsi aider à combler les lacunes de financement qui existent actuellement entre le besoin constaté et les moyens de la coopération au développement mis à disposition par les Etats. Le financement novateur offre ici non seulement une possibilité de compléter les dépenses traditionnelles de l'«Aide publique au développement» (APD) par de nouvelles sources de financement mais permet aussi d'utiliser plus efficacement les capitaux, de répartir les risques et d'employer davantage les moyens financiers pour atteindre des résultats prédéfinis et mesurables. En outre, le financement novateur peut contribuer à créer un effet de levier, permettant aux engagements pris dans le cadre de l'APD de mobiliser des moyens supplémentaires auprès du secteur privé.

Ces exemples montrent que les coopérations privées avec des entreprises suisses et des organisations partenaires en matière de coopération au développement peuvent apporter une valeur ajoutée concrète. Ces coopérations profitent non seulement aux pays partenaires mais promeuvent aussi des intérêts suisses.

5 Swissness n'est pas synonyme de national

Le Cercle de travail tient fortement à souligner que la coopération internationale suisse devrait être active là où la pauvreté est la plus importante et non pas uniquement là où ses intérêts nationaux sont concernés. Swissness, à notre sens, signifie poursuivre la longue tradition humanitaire de notre pays. Les Objectifs de développement durable offrent pour cela un cadre international stimulant et consensuel.

6 Insister davantage sur la formation, la science et la recherche

Le message actuel devrait souligner plus en détail la contribution positive que peuvent apporter la formation, la science et la recherche fondées sur les faits, ainsi que le développement des nouvelles technologies au progrès et au développement, même dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Selon le Cercle de travail IDC, c'est précisément là que se trouve un gros potentiel pour la contribution suisse. En effet, aujourd'hui encore, celle-ci est considérée à juste titre comme leader dans la recherche et la science, et comme un pôle d'innovation dans le domaine de la numérisation et de l'intelligence artificielle. Le pays dispose de hautes écoles et d'universités à la réputation mondiale, qui génèrent une compétence technologique élevée. L'expertise qui s'y rattache et les connaissances existantes devraient davantage être mobilisées dans la coopération au développement. La Suisse pourrait ainsi assumer une fonction de passerelle dans la coopération internationale et suivre de manière crédible une politique reliant le développement durable à une politique active en matière de technologie et de recherche. La perception du site suisse comme pôle d'innovation avancé s'en trouverait confortée. Cela générerait alors la valeur ajoutée que promeut la nouvelle stratégie de la coopération au développement.

7 Augmentation des contributions pour l'aide publique au développement

Un engagement financier plus fort et plus innovant de la Suisse en faveur de la coopération internationale serait souhaitable. En l'état actuel des prévisions, la quote-part de l'aide publique au développement de la Suisse pour la période 2021-2024 s'élève à environ 0,45% du PIB. Si l'on ne tient pas compte des frais de prise en charge des demandeurs d'asile également comptabilisés dans l'APD, cette part n'est plus que de 0,40%. Un budget supérieur pour la CI, se rapprochant des 0,7% du PIB prônés par l'ONU, ainsi que la reconnaissance expresse de l'Agenda 2030 comme norme générale centrale seraient des signaux importants. En tant qu'Etat-hôte de l'ONU et de nombreuses organisations internationales, la Suisse pourrait alors étendre et renforcer sa réputation de partenaire crédible et fiable, mais aussi actif.

Nous vous remercions de bien avoir voulu prendre en compte notre position, vous souhaitons une poursuite efficace de vos travaux et restons en tout temps à votre disposition pour tout complément d'information.

Avec nos salutations les meilleures,



Cyril Alther
Président de la sahee Foundation,
Responsable du Cercle de travail
International Development Cooperation



Beate Eckhardt
Directrice de SwissFoundations

SwissFoundations – la voix des fondations donatrices suisses

Etablie en 2001 à l'initiative de onze fondations, SwissFoundations est la plus importante association faîtière des fondations donatrices d'utilité publique en Suisse. Au cours des cinq dernières années, les 170 membres de SwissFoundations ont investi plus de 2,5 milliards de francs dans des projets et initiatives d'utilité publique. SwissFoundations représente ainsi plus du quart du volume total des fonds accordés par les fondations d'utilité publique en Suisse.

Des informations supplémentaires sont disponibles sur <https://www.swissfoundations.ch/fr>

Déposée au nom des fondations membres suivantes, actives dans le domaine de la coopération internationale :

Addax and Oryx Foundation, Genève
Arcanum Stiftung, Fribourg
Arthur Waser Stiftung, Lucerne
Jubiläumsfonds Credit Suisse Foundation, Zurich
Dalyan Foundation, Zurich
Fondation Botnar, Bâle
Fondation Dora, Genève
Fondation Pro Victimis, Genève
Jacobs Foundation, Zurich
JTI Foundation, Genève
LafargeHolcim Foundation for Sustainable Construction, Zurich
LGT Venture Philanthropy Foundation, Zurich
Novo Nordisk Haemophilia Foundation, Zurich
Palatin-Stiftung, Bâle
PeaceNexus Foundation, Prangins
Roger Federer Foundation, Zurich
sahee foundation, Zurich
Sight and Life Foundation, Kaiseraugst
HEAR THE WORLD Foundation, Steinhausen
Stiftung Anne-Marie Schindler, Ennenda
Stiftung Corymbo, Zurich
Swiss Re Foundation, Zurich
Syngenta Stiftung für nachhaltige Landwirtschaft, Bâle
UBS Optimus Foundation, Zurich